

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**



Le pouvoir adjudicateur : INU CHAMPOLLION

Objet du marché :

**Maintenance CVC : Chauffage, Ventilation et
Climatisation de l'Institut National Universitaire
Jean-François CHAMPOLLION.**

MARCHE 2025 - 3

Etabli en application du Code de la Commande publique

La procédure utilisée est la suivante :

Marché à procédure adaptée (MAPA)

SOMMAIRE

1. Dispositions générales du marché	3
a) Objet du marché	3
b) Décomposition en lots et montants maximum	3
2. Pièces contractuelles	3
3. Bons de commande	4
4. Confidentialité et mesures de sécurité	4
5. Durée et délais d'exécution	4
6. Prix	4
a) Contenu des prix	4
b) Modalités de variation des prix	5
7. Garanties Financières	6
8. Avance	6
9. Modalités de règlement des comptes	6
a) Acomptes et paiements partiels définitifs	6
b) Présentation des demandes de paiement	7
c) Délai global de paiement	7
d) Paiement des cotraitants	8
10. Conditions d'exécution des prestations	8
a) Obligation générale du titulaire	8
b) Interlocuteur dédié	8
c) Protection de la main d'œuvre	9
d) Vêtements de travail	9
e) Comportement du personnel	9
f) Protection de l'environnement	9
g) Réparation des dommages	10
h) Liste nominative du personnel	10
i) Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité	10
11. Constatation de l'exécution des prestations	10
a) Vérifications	11
b) Décision après vérification	11
12. Garantie des prestations	11
13. Pénalités	11
a) Pénalités de retard	11
b) Pénalité pour travail dissimulé	12
14. Assurances	12
15. Résiliation du contrat	12
a) Conditions de résiliation du marché	12
b) Redressement ou liquidation judiciaire	12
16. Règlement des litiges et langues	13
17. Clauses complémentaires	13
a) Engagement du candidat	13
b) Modification du contrat	13
c) Prestations similaires	14
d) Clause de réexamen	14
e) Dispositif de vigilance	14
18. Dérogations	14

1. Dispositions générales du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Les prestations définies au présent marché sont assorties d'une obligation de résultat et de la mise en œuvre de moyens adéquats. Il appartient au titulaire de prévoir dans son offre technique l'ensemble des moyens nécessaires afin de répondre à ses obligations de résultat.

a) Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive, corrective et curative ainsi que la gestion de programmation des systèmes de Chauffages, Ventilations et Climatisations des bâtiments (CVC) sur l'ensemble des campus de l'INU Champollion.

Le détail et le descriptif des prestations sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

Lors de la visite du site, le titulaire est réputé avoir vérifié l'ensemble des données avant l'établissement de son offre.

b) Décomposition en lots et montants maximum

Ce marché est alloté de la façon suivante :

LOT 1 : INU Champollion campus d'Albi place Verdun 81000 ALBI

Pour les prestations de maintenance préventive, de gestion et de dépannage (maintenance corrective palliative) un prix global et forfaitaire annuel est appliqué.

Pour les prestations occasionnelles de maintenance curative sur bordereau de prix, un bon de commande sera établi en fonction du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

LOT 2 : INU Champollion campus de Castres rue Firmin Oules 81100 Castres

Pour les prestations de maintenance préventive, de gestion et de dépannage (maintenance corrective palliative) un prix global et forfaitaire annuel est appliqué.

Pour les prestations occasionnelles de maintenance curative sur bordereau de prix, un bon de commande sera établi en fonction du BPU.

LOT 3 : INU Champollion campus de Rodez 35 avenue du 8 mai 1945 12 000 Rodez

Pour les prestations de maintenance préventive, de gestion et de dépannage (maintenance corrective palliative) un prix global et forfaitaire annuel est appliqué.

Pour les prestations occasionnelles de maintenance curative sur bordereau de prix, un bon de commande sera établi en fonction du BPU.

2. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de ce marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses Annexes : Annexe 1 Le Détail du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), Annexe 2 Bordereau des Prix Unitaires (BPU), Annexe 4 Cadre de mémoire technique
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir

adjudicateur fait seul foi

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique du candidat et ses annexes éventuelles
- Pièce contractuelle postérieure à la signature : les actes de sous-traitance, avenants éventuels, ...

3. Bons de commande

L'INU Champollion émet des bons de commandes pour les prestations occasionnelles sur BPU.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins et pourront être émises jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les bons de commande comportent :

- Le numéro du marché et le lot concerné,
- Le numéro du bon de commande,
- La désignation de la prestation selon BPU,
- La quantité commandée,
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché (quantité, prix unitaire, prix total TTC),
- L'adresse de facturation,
- Les coordonnées de l'émetteur du bon de commande et celles du destinataire,
- La date de la commande,
- L'adresse à laquelle seront réalisées les prestations à exécuter et le délai ou la date d'exécution,
- Tout élément complémentaire utile.

4. Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité.

5. Durée et délais d'exécution

Le marché est passé pour une période initiale d'un an à compter du 01 janvier 2026, date de début d'exécution du marché. Ainsi, le terme la 1^{ère} année d'exécution est fixé au 31 décembre 2026. Le marché est ensuite reconduit tacitement par période d'un an, 3 fois, à sa date d'anniversaire sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

En cas de non reconduction de ce marché, l'acheteur notifiera le titulaire par écrit sa décision au plus tard trois mois avant la fin de la période de validité en cours.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction. En cas de non-reconduction, il n'a le droit à aucune indemnité.

6. Prix

a) Contenu des prix

En application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix sont réputés complets, ils comprennent toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, tous les frais afférents à la bonne exécution de ce marché notamment les frais liés au conditionnement, au stockage,

emballage, assistance au déballage, assemblage (si besoin), à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations y compris celles qui auraient pu échapper au détail de la description mais qui en sont le complément indispensable pour une parfaite réalisation du marché, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

Les prix sont mixtes :

Les prestations courantes sont traitées à prix global et forfaitaire. Le prix forfaitaire est fixé dans l'acte d'engagement de chaque lot et son annexe 1 DPGF.

Ce prix prend en compte l'ensemble des prestations courantes de maintenance préventive, de dépannage (maintenance corrective palliative) et de gestion technique décrites dans le CCTP et ses annexes.

Les prestations occasionnelles de maintenance curative sont traitées à prix unitaires. Les prix unitaires sont définis à l'annexe 2 BPU de l'acte d'engagement de chacun des lots. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Pour les prestations nécessitant la mise en œuvre de pièces détachées, le prix sera établi à partir des catalogues ou barèmes des fournisseurs auxquels seront appliqués les coefficients d'entreprise et/ou rabais consentis dans le BPU du lot considéré.

Les interventions de diagnostic et dépannage, sans ou avec remplacement de pièces d'un montant inférieur à 150 € HT, sont dues dans le cadre du forfait annuel des prestations courantes.

Le montant des pièces détachées mises en œuvre lors des réparations ainsi que la main d'œuvre nécessaire sont compris dans le marché.

Le prix inclus toutes sujétions normalement prévisibles et la mise à disposition de tout le matériel et tout le personnel qualifié nécessaires à l'exécution des prestations dans la période déterminée.

Le prix inclus, le cas échéant, les dépenses d'établissement de l'ensemble des documents prescrits au CCTP et au présent CCAP.

b) Modalités de variation des prix

Préalablement à la révision des prix, le titulaire doit présenter les annexes 1 et 2 à l'Acte d'engagement (DPGF et BPU) avec les prix révisés.

Les documents doivent indiquer le pourcentage de variation par rapport aux prix précédemment pratiqués.

Le titulaire s'engage à faire parvenir le DPGF et le BPU révisés un (1) mois avant la date d'anniversaire du marché à l'adresse courriel suivante : sphs@listes.univ-jfc.fr

En l'absence de demande de révision dans le délai sus-indiqué, les prix ne seront pas révisés.

Les prix du présent marché sont fermes la 1^{ère} année puis sont révisables à la date anniversaire du marché par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times (I(n)/I(o))]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;

- P(o) est le prix initial du marché réputé établi sur la base des conditions économiques du Mo ;
- I(n) : indice n°**001565183** intitulé « Indice mensuel du cout horaire du travail révisé – Salaires et Charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (NAF rév.2 postes 25-3032-33) – Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183, valeur définitive la plus récente publiée à la date de l'établissement de la révision ;
- I(o) : indice n°**001565183** intitulé « Indice mensuel du cout horaire du travail révisé – Salaires et Charges – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques (NAF rév.2 postes 25-3032-33) – Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183, valeur de l'indice au mois Mo.

Les index sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte deux décimales et est arrondi au centième supérieur.

7. Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8. Avance

L'option retenue est l'option B du CCAG FCS conformément à son article 11.1.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le titulaire a droit à une avance conformément aux articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance est fixé à 5% et est calculé selon les modalités prévues aux articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

Le montant annuel de chaque lot est inférieur au seuil et ne donne pas droit à une avance forfaitaire.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées à l'article R2193-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

En cas d'avance forfaitaire, il sera demandé au titulaire du marché, une caution personnelle et solidaire portant sur le montant total de l'avance.

9. Modalités de règlement des comptes

a) Acomptes et paiements partiels définitifs

Le règlement des prestations courantes de maintenance préventive et de dépannage (maintenance corrective palliative) à prix forfaitaire est effectué **mensuellement à terme échu** à raison d'un douzième du montant annuel des prestations.

Le règlement des prestations occasionnelles de maintenance curative sur BPU est effectué après

admission des prestations conformément aux stipulations du présent marché.

Constitue un règlement partiel définitif un règlement non susceptible d'être remis en cause par les parties après son paiement.

La facture adressée à l'acheteur après décision d'admission, donne lieu à un règlement partiel définitif des prestations fournies.

b) Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués **exclusivement** sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail. Toute facture transmise par un autre biais sera rejetée.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 198 112 013 00018
- Code service : non requis

Les factures seront libellées à l'adresse suivante :

INU Champollion
Place de Verdun – CS 33 222
81 012 Albi Cedex 9

La date de réception d'une demande de paiement correspond à la date d'horodatage de la facture par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous- traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le n° de marché et le n° du lot ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ;
- 5° La désignation du payeur ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le comptable assignataire de la dépense est M. L'agent comptable de l'INU Champollion.

c) Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires

est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

d) Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10. Conditions d'exécution des prestations

a) Obligation générale du titulaire

Les obligations du titulaire sont décrites dans le CCTP.

La prise en charge des prestations définies au présent marché est assortie d'une obligation de résultat et de la mise en œuvre de moyens minimaux. Il appartient au titulaire de prévoir dans son offre technique l'ensemble des moyens minimaux afin de répondre à ses obligations de résultat.

Le titulaire et son personnel devant avoir accès aux locaux sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux règles régissant le fonctionnement intérieur de l'établissement.

La non application par le titulaire et son personnel des mesures de sécurité prévues sont susceptibles d'entraîner la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Les différentes fonctions des sites nécessitent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour ne pas perturber le fonctionnement normal des établissements.

Les horaires effectifs, espace par espace, sont susceptibles d'être modifiés d'un commun accord à condition que cette adaptation ne modifie pas les conditions financières et administratives du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de tous les problèmes éventuels qu'il rencontre dans l'exécution de ses prestations.

Le titulaire doit signaler à l'acheteur, dès qu'il a été en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens.

Le titulaire doit obligatoirement signaler les anomalies et/ou dysfonctionnements tels que fuite(s) d'eau, ampoule grillée, etc.

Si les installations mises à disposition du titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation en vigueur, le titulaire est tenu d'en informer l'acheteur, par écrit et sans délai. Il appartient à l'INU Champollion et ses représentants de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

b) Interlocuteur dédié

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché doit obligatoirement être notifié à l'acheteur dans les plus brefs délais. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS, le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la continuité de l'exécution des prestations et doit proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans les 2 jours calendaires à compter de l'information faite à l'INU Champollion dudit remplacement (par courrier ou courriel).

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le l'acheteur si celui-ci ne le récusé pas dans un délai de 5 jours à compter de la réception de la proposition de remplacement. L'acheteur se réserve la possibilité de demander le remplacement du correspondant si celui-ci s'avère défaillant dans la bonne exécution du suivi, le titulaire disposant alors d'un délai de 10 jours calendaires pour proposer un remplaçant.

La décision de récusation ou de remplacement prise par l'acheteur est motivée et notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'en attester la bonne réception.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG FCS.

c) Protection de la main d'œuvre

Conformément à l'article 6 du CCAG FCS, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

d) Vêtements de travail

La fourniture des vêtements de travail du personnel est à la charge du titulaire. Les tenues des agents doivent porter le logo de la société, répondre aux règlements et normes en vigueur.

Aucun agent ne peut être admis sur les lieux d'exécution des prestations s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail ou s'il est démunie de son badge.

e) Comportement du personnel

Le titulaire s'engage à ce que son personnel ait connaissance et respecte les règlements intérieurs et de sécurité propres aux différents sites.

Les agents doivent justifier l'exercice de leur fonction au moyen d'une carte professionnelle accompagnée d'un badge d'identification avec photo d'identité porté visiblement dans l'exécution de ses missions.

Les boissons alcoolisées et les substances illicites sont interdites sur les lieux d'exécution des prestations. Le personnel ne peut fumer ou faire usage de la cigarette électronique que dans les espaces autorisés et prévus à cet effet.

L'acheteur se réserve le droit d'exiger du titulaire, le retrait ou le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui contrevient aux règles précédemment édictées.

Par ailleurs, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire et le personnel du titulaire sont tenus à une obligation de confidentialité et de neutralité dans l'exercice de leur fonction.

f) Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7 du CCAG FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier,

en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG FCS, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur et devenues nécessaires en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant.

Conformément aux articles L. 2112-2 et suivants du Code de la commande publique et à l'article 7 du CCAG FCS, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental. Les conditions de ces éléments sont décrites à l'article 4 du CCTP.

g) Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

h) Liste nominative du personnel

Le titulaire fournit dans les huit jours à compter de la notification de l'accord-cadre, la liste nominative du personnel affecté à l'exécution des prestations ainsi que le nom, la qualité et les coordonnées du personnel d'encadrement responsable de l'exécution des prestations.

Cette liste doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel.

Le titulaire doit présenter tout nouveau salarié intervenant dans les locaux au responsable patrimoine et logistique du site et lui indiquer le lieu où le matériel est entreposé, ainsi que le lieu et la nature des prestations à exécuter. La même procédure doit être respectée à l'occasion d'un éventuel remplacement de personnel.

i) Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG FCS.

En complément des dispositions prévues à l'article 5.2 du CCAG FCS en matière de protection des données à caractère personnel, il est rappelé que dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (dénommé communément « **le règlement européen sur la protection des données** » et/ou RGPD).

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

11. Constatation de l'exécution des prestations

a) Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées par échantillonnage en présence du responsable de l'entreprise titulaire du présent marché.

b) Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Si la prestation n'est pas conforme à la prestation attendue, le pouvoir adjudicateur peut :

- Soit accepter dans l'état en faisant une réfaction sur le montant de la prestation
- Soit demander de reprendre sa prestation dans un délai prescrit.

Conformément à l'article 45.1 du CCAG FCS, en cas d'inexécution des prestations incombant au titulaire, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution desdites prestations, aux frais et risque du titulaire.

Cette procédure est déclenchée si aucune intervention significative et efficace du titulaire n'est intervenue dans le délai indiqué dans la notification du/des manquements, ou à défaut, dans un délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception de la notification.

12. Garantie des prestations

Sans objet

13. Pénalités

a) Pénalités de retard

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation, après notification écrite et sont cumulables. Elles seront déduites des factures.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

Motif du préjudice	Pénalité
Retard dans l'exécution de la commande (<i>pour prestations occasionnelles sur BPU</i>)	50€ par heure de retard
Prestations courantes incomplètes ou partiellement conformes non admissibles	2% du montant total mensuel du DPGF par jour ouvré de retard
Prestation non réalisée	Réfaction du montant total mensuel du DPGF
Manquement aux engagements pris dans le mémoire technique	300 € par manquement
Absence aux opérations de contrôle de la prestation	100 €
Pénalité pour travail dissimulé	Voir détail paragraphe b)
Sous-traitance non déclarée	1000 € par constat

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

b) Pénalité pour travail dissimulé

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité de 1 000,00 €.

Cette pénalité sera appliquée par infraction constatée. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle est appliquée et le marché est résilié sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

14. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la demande.

Le défaut d'assurance est une cause de résiliation de marché.

15. Résiliation du contrat

a) Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du présent marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de demande de résiliation à l'initiative du titulaire, un préavis de quatre mois devra être respecté.

b) Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise

en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet du marché, conformément aux dispositions prévues par les articles D2197-15 et suivants du code de la commande publique.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17. Clauses complémentaires

a) Engagement du candidat

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants s'engagent au respect du règlement intérieur de l'INU Champollion et des règles de sécurité liées à leur prestation.

b) Modification du contrat

Le présent marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles L2194-1 à R2194-5 du Code de la commande Publique.

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications suivantes pourront être apportées au présent marché :

- Intégration d'un nouveau local/bâtiment du site de l'INU Champollion.
- Avenant d'augmentation ou de diminution : ajout, suppression ou modification de prestations, fréquences, horaires de passage etc. sous réserve que ladite modification ne soit pas substantielle et ne bouleverse pas l'équilibre économique du contrat.

Dans ce cas, le titulaire devra émettre une DPGF complémentaire et une annexe 4 au CCTP complémentaire, indiquant le numéro de marché et du lot concerné, et la durée de validité égale à la durée maximum du marché.

Modification bilatérale qui fera l'objet d'un avenant :

Dans l'hypothèse où l'augmentation du prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations entraînerait un bouleversement temporaire de l'économie du contrat. Pour ce faire, le titulaire devra être en mesure de démontrer que cette augmentation était imprévisible au moment de l'établissement des prix, soit dans sa survenance, soit dans son ampleur. L'augmentation accordée ne saurait couvrir le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Ces mesures auront un caractère provisoire. En effet, dans le cas où ces conditions venaient

à se trouver définitives, le contrat, manifestement inéquitable, pourrait être résilié pour cas de force majeure.

Le cas échéant, l'ensemble des modifications apportées au présent marché feront l'objet d'un avenant.

c) Prestations similaires

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Ce ou ce(s) marchés de prestations similaires doivent être conclus dans les trois ans maximum à compter de la date de notification du présent marché.

Les conditions financières du marché en cours servent de base pour la négociation des éventuels marchés de prestations similaires.

d) Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché prévoit des clauses de réexamen.

Evolution du bordereau des prix

L'acheteur peut compléter et faire évoluer le bordereau de prix en cas de survenance d'un nouveau besoin nécessaires à l'exécution du marché. Un devis sera alors demandé au titulaire et la nouvelle prestation sera ajoutée en modifiant le bordereau de prix. La variation de ce nouveau prix est soumise aux mêmes conditions et modalités que les autres prix du bordereau.

e) Dispositif de vigilance

Dans le cadre du dispositif de vigilance (article D 8222-5 du Code du travail), le Titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par le titulaire à l'INU, à l'adresse électronique suivante : marches-publics@listes.univ-jfc.fr

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité. Ainsi, l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire.

18. Dérogations

L'article 10.b) du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS

L'article 10.g) du CCAP déroge à l'article 7.2 du CCAG-FCS

L'article 13.a) du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS

L'article 13.a) du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS

L'article 15.a) du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS